

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 17 juillet 2024**  
(Convocation du 09 juillet 2024)

Aujourd'hui, le 17 juillet 2024 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sur le site d'Agrolandes à Haut-Mauco, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	54 323
<b>Présents</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	31 202
<b>Pouvoirs</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	3 29
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>		
Pour		
<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	34 231	
Contre		
<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0	
Abstention		
<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0	

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Jean-Yves Arrestat, M. Francis Betbeder, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Denis Lanusse, M. Jean-Marc Lescoute, M. Marc Mabillet, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Bernard Poublan
- Pour les communautés de communes membres : M. Philippe Baron

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Fabienne Costedoat-Diu, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Patrick Maunas, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : Programme d'actions - Risques fluviaux - Programme d'actions 2022 - Modification de programme - Fiche n°42 quinquies - Confortement de l'ouvrage de protection contre les inondations « Pénich - Laburthe » sis sur la communauté de communes du Pays Grenadois**

**Exposé des motifs :**

La digue de Pénich - Laburthe a été classée à l'encontre de l'Institution Adour dans le cadre du décret « digues » de 2007.

Depuis la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, la communauté de communes du Pays Grenadois s'est positionnée en faveur du classement de cet ouvrage en système d'endiguement.

Une délégation d'une partie de la compétence GEMAPI de l'EPCI-FP à l'EPTB a permis, sur la base des études préalables réalisées dans ce cadre, aux élus de déterminer le niveau de protection apporté par l'ouvrage et la zone protégée concernée.

L'objectif de l'opération est la réalisation des confortements de la partie amont de l'ouvrage et du recul de la partie aval de l'ouvrage.

Comme le prévoit la réglementation, ces travaux sont effectués par un maître d'œuvre agréé par l'État au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

Le chantier a débuté à l'été 2023 et devait initialement être achevé à la fin de l'automne 2023. Toutefois les travaux ont été interrompus au mois de décembre 2023 et devront se poursuivre au cours de l'étiage 2024, au vu :

- des retards liés à l'autorisation administrative de réalisation des travaux,
- des difficultés de l'entreprise à mettre en œuvre des remblais compactés,
- de conditions météorologiques défavorables dès le début du mois d'octobre 2023.

Aujourd'hui, dans le but d'assurer l'achèvement des travaux au cours de l'étiage 2024, des prix supplémentaires au marché sont proposés par l'entreprise et par le maître d'œuvre correspondant aux prestations rendues nécessaires par l'allongement de la durée du chantier et son interruption hivernale : adaptation du chantier aux conditions hivernales (mise en place de remblais temporaires, reprise des matériaux, ...), réunions de chantiers supplémentaires, adaptations techniques du chantier, apport de matériaux externes....

Ces coûts supplémentaires nécessitent une augmentation de l'enveloppe financière dans la mesure où ces prestations n'étaient pas initialement dans le marché :

Ces modifications du programme de travaux entraînent une évolution du coût estimatif des travaux de 180 000 € TTC pour un montant global de l'opération actualisé à 1 144 800 € TTC comme précisé dans la fiche programme 42 quinquies jointe en annexe.

Vu la délibération n°2023\_CMF\_02 en date du 8 mars 2023 de l'Institution Adour relative à la validation de la fiche programme n°42 quater,

Considérant la nécessité de reprendre les travaux en période de basses eaux et les coûts supplémentaires inhérents à cette interruption de chantier engendrée par les intempéries,

**LE COMITÉ SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**



### Article 1

- de rapporter la fiche n°42 quater du programme d'actions 2022,
- d'approuver le contenu de la fiche programme n°42 quinquies telle qu'annexée, relative aux travaux de recul et confortement de l'ouvrage de protection contre les inondations Pénich - Laburthe, intervenant en remplacement de la fiche n°42 quater,
- d'inscrire les crédits supplémentaires dans le cadre de la DM1 2004,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

### Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 17 juillet 2024 à Haut-Mauco,

Le Président,  
Paul CARRÈRE



# INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

## FICHE DE PROPOSITION n° 42 quinquies

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences obligatoires	Comité syndical

### Type d'opération :

Risques fluviaux

### Intitulé de l'opération :

Confortement de l'ouvrage de protection contre les inondations « Pénich - Laburthe » sis sur la communauté de communes du Pays Grenadois

### Zone d'influence :

Adour Moyen, communauté de communes du Pays Grenadois, commune de Larrivière-Saint-Savin

### Description de l'opération :

#### **Origine**

La digue de Pénich Laburthe a été classée à l'encontre de l'Institution Adour dans le cadre du décret « digues » de 2007.

Depuis la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, la communauté de communes du Pays Grenadois s'est positionnée pour le classement de cet ouvrage en système d'endiguement.

Une délégation d'une partie de la compétence GEMAPI entre l'EPCI-FP et l'EPTB a permis aux élus de dimensionner le niveau de protection apporté par l'ouvrage et la zone de protection concernée.

Les récentes crues de l'Adour ont en outre permis de mesurer le nécessaire recul d'une partie de l'ouvrage trop fortement sollicité et fréquemment endommagé par les crues.

#### **Buts et contenu**

L'objectif de l'opération est la réalisation des confortements de la partie amont de l'ouvrage et de recul de la partie aval de l'ouvrage.

Comme le prévoit la réglementation, ces travaux, d'ores et déjà entamés sont effectués par un maître d'œuvre agréé au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

Par convention entre l'EPTB et la communauté de commune du Pays grenadois il a été acté de traiter comptablement cette opération sous mandat.

### Maître d'œuvre :

Bureau d'étude agréé au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques

### Echéance - Délais :

Finalisation des travaux de confortement pour l'étiage 2024.

### Coût de l'opération : 1 144 800 € TTC



### Contexte

Le chantier a débuté en été 2023 et devait initialement être achevé à l'été 2023. Toutefois les travaux ont été interrompus au mois de décembre 2023 et devront se poursuivre au cours de l'été 2024, au vu :

- des retards liés à l'autorisation administrative de réalisation des travaux,
- des difficultés de l'entreprise à mettre en œuvre des remblais compactés,
- de conditions météorologiques défavorables dès le début du mois d'octobre 2023.

Aujourd'hui, dans le but d'assurer l'achèvement des travaux au cours de l'été 2024, des prix supplémentaires au marché sont proposés par l'entreprise et par le maître d'œuvre.

Ces coûts nécessitent une nouvelle enveloppe financière dans la mesure où les prestations nécessiteront un surplus d'activité non prévu initialement dans le marché : adaptation du chantier aux conditions hivernales (mise en place de remblais temporaires, reprise des matériaux, ...), réunions de chantiers supplémentaires, adaptations techniques du chantier, apport de matériaux externes...

Ces modifications du programme de travaux entraînent une évolution du coût estimatif des travaux. Ces évolutions sont présentées dans les tableaux suivants :

Postes de dépenses	Estimation initiale HT	Estimation ajustée HT	Estimation ajustée TTC
Recul de l'ouvrage sur la partie aval	290 000 €	505 407 €	606 488 €
Confortement de la partie amont	175 000 €	383 727 €	460 472 €
Maitrise d'œuvre et SPS	35 000 €	64 867 €	77 840 €
TOTAL	500 000 €	954 000 €	1 144 800 €

### Plan de financement prévisionnel :

En sus des participations financières déjà obtenues et/ou sollicitées, l'opération est à présent éligible à l'Axe 2 du Fonds Vert. Le nouveau plan de financement fait donc intervenir une participation de 10% supplémentaires à ce titre.

Recul de la partie aval :

	Dépenses éligibles	Taux de subvention	Montant
État (Dotation solidarité intertemporelle)	72 532 € HT	30 %	21 759,60 €
État (Fonds vert)	432 490 € HT	10 %	43 249,00 €
Région Nouvelle-Aquitaine	290 000 € HT	20 %	58 000,00 €
Département des Landes	432 490 € HT	30 %	129 747,00 €
Communauté de communes du Pays Grenadois			356 232,40 €
Total			608 988,00 €

Confortement de la partie amont et maîtrise d'œuvre (de la totalité de l'opération) :

	Dépenses éligibles	Taux de subvention	Montant
État (Fonds vert)	371 510 € HT	10 %	37 151 €
Département des Landes	371 510 € HT	30 %	111 453 €
Communauté de communes du Pays Grenadois			387 208,00 €
Total			535 812,00 €





Plan de financement global (à titre indicatif) :

	Taux	Montant
État (Dotation solidarité intertempérie)	1,90 %	21 759,60 €
État (Fonds vert)	7,02 %	80 400,00 €
Région Nouvelle-Aquitaine	5,07 %	58 000,00 €
Département des Landes	21,07 %	241 200,00 €
Institution Adour ( <i>communauté de communes du Pays Grenadois - dont financement de la TVA</i> )	64 ,94 %	743 440,40 € (dont 190 800 € de TVA)
Total	100 %	1 144 800,00 €

Plan de situation :



Figure 1 : Vue générale de la digue Pénich-Laburthe dans son état actuel



Figure 2 : Vu du projet de recul de la portion aval de la digue de Pénich-Laburthe

